

la lettre à
LOLU



Y a un moment, faut arrêter, là !

irrégulomadaire satirique N° 86-87, novembre 2014

Faut r'connaître, c'est du brutal

J'DISPERSE, J'VENTILE FAÇON PELLETEUSE

Un bâtiment municipal détruit fissa, sans souci de l'amiante fracassée qui en a mis plein la gueule aux migrants expulsés, aux militants présents s'époumonant pour arrêter les dégâts, aux flics respirant l'intelligence, aux ouvriers de l'entreprise de démolition et aux voisins venus en curieux. Prévenue dans la journée du 30 juillet mais trop tard, l'inspection du travail a fait cesser le chantier de désamiantage à l'arrache sans la moindre précaution. La justice saisie, une

enquête pénale est en cours pour mise en danger d'autrui. En mairie, c'est silence radio. Radio des poumons, sans doute.

► page 2



Intermittents méchants : la Drac se la joue forteresse

p. 6

Losange noir

Twingotons à qui mieux mieux

Nantes capitale de la bagnole anti écolo, avec une pointe de sexisme pour rester moderne.

APRÈS le clip pour la nouvelle Twingo tourné à Nantes en mai, opération de séduction de 600 journalistes choyés de la presse internationale en septembre. Pour la Twingo saison 3, Nantes a été préféré à Copenhague et Berlin. Après avoir tenté de passer pour la ville écolo suprême avec «Nantes green capital» en 2013, se vanter d'accueillir le lancement d'une bagnole, c'est osé. Un moteur à l'arrière, voilà l'innovation. Moteur essence, réputé moins gourmand mais cramant quand même ces bons vieux dérivés du pétrole. Twingo, c'est du win win à gogos.

«L'enjeu de ce lancement, pour nous, c'est de rappeler que Nantes est une ville créative, dynamique, qui doit devenir une métropole attractive à l'échelle européenne», justifie le socialo Fabrice Roussel, vice-président de Nantes Métropole*. Ce qui a au moins le mérite de la modestie, admettant que l'échelon européen reste à atteindre. Même les véhicules électriques prétendus «verts», «écolos», ou «propres», se font épingler pour greenwashing**, obligés de retirer ces adjectifs de leur pub après une plainte du réseau «Sortir du nucléaire» pour qui «Les voitures ne sont jamais propres, vertes ou écolos», puisque leur fabrication absorbe des matières premières dont l'extraction pollue inévitablement, et parce que ces véhicules finissent un jour en déchets. On a échappé à la pub sexiste du lancement en Belgique, fournissant des cartes d'excuses («N'enlevez pas ma voiture SVP! J'ai des hauts talons...») pour femmes mal garées, forcément bécasses inconséquentes. Un an avant, outre-Manche, la pub anglaise pour la Clio est pareillement épinglée, l'Advertising Standards Authority jugeant que *this commercial by Renault «traitait les femmes comme des objets sexuels»****. Un grand classique pour les réclames de bagnoles. Mais à Nantes, ni gloriole écolo mal placée ni sexisme lourdingue, mais non, juste un clip «à la nantaise» avec son lot de femmes fardées, une brune, une rousse, une black, mannequins en talons hauts, toutes en jambes (un clin d'oeil aux déplacement piétons, sans doute).

Avec la marque au losange en nos murs, Nantes devrait se renommer Losangeles.

* 20 minutes, le 10 septembre 2014

** Terra Eco, 20 septembre 2014

*** Le Monde, 30 juillet 2014

Massacre à la pelleuse

Amiante sauvage: le gisement nantais

Expulsion d'un squat de sans papiers dans la poussière d'amiante. Une destruction équitable: flics, militants, riverains, tout le monde en a mangé.

C'ÉTAIT l'été. Le temps des insouciances et du sable dans les tongs. Johanna Rolland goûtait sa première pause estivale depuis son élection comme bourgmestre de la bonne ville de Nantes. Elle villégiaturait pas loin en famille, au bord de la mer, coconstruisait des châteaux de sable avec ses deux fistons, entrecoupant ces chantiers éphémères de quelques allers et retours jusqu'à son bureau en mairie. Entre mi-juillet et mi-août, elle était donc éloignée des agitations de la ville. Et des sales poussières des démolitions, comme celles du 30 juillet, quand une pelleuse a méchamment foutu par terre les bâtiments occupés depuis mai par des migrants et demandeurs d'asile, rue des Stocks, près du boulevard Dalby. La police est là, en force. On ne laisse même pas le temps aux occupants de récupérer le peu d'effets personnels, papiers d'identité, documents administratifs qu'ils détiennent et le peu de souvenirs qu'ils emportent dans leur migration. Tout est vite enseveli sous les décombres. Les militants tentant de s'opposer sur place à l'expulsion ont eu beau beugler «Amiante! Amiante!», on ne les croit pas. Policiers, sans papiers, militants, ouvriers de l'entreprise de démolition, badauds, riverains, tout le monde a droit à sa dose de fibres d'amiante lors de la casse. L'expulsion «sur ordonnance» a permis de ne pas prévenir les occupants: la procédure prétexte n'avoir pu identifier les occupants. Plus besoin de procès contradictoire, les argousins fichent tout le monde dehors avec pertes et gravats. Accessoirement, aucune solution alternative de relogement n'a été proposée. Tant qu'à la jouer brutale, autant y aller franco.

Amiante plein la gueule

Les bâtiments appartenaient alors



à la mairie, qui est bien placée pour être au courant de la présence d'amiante dans les ardoises en fibrociment, dalles au sol et tuyaux. Le permis de construire signé le 28 décembre 2012 par l'adjoint à l'urbanisme Alain Robert indique noir sur blanc au promoteur les obligations de recours à des entreprises spécialisées pour la «déconstruction de l'amiante». De l'amiante dit «inerte» si on n'y touche pas, mais matériau dangereux dès qu'il est brisé, qui libère ses fibres invisibles dans l'air dès qu'on le casse sans précaution. La seule solution, confiner les lieux, et faire intervenir une entreprise hautement spécialisée avec des ouvriers en combinaison intégrale enlevant les gravats dans des enveloppes fermées. L'inspection du travail débarque dans l'après-midi, fait cesser aussitôt le chantier, mais les dégâts sont faits, l'expulsion a débuté à 7h30, les parties amiantées sont déjà parties en fumées et décombres. Les ouvriers n'ont apparemment pas été avertis. On les a envoyés bouffer de l'amiante sur un chantier délibérément lancé dans l'illégalité.

Déconstruction en règle

La délibération du conseil municipal du 29 juin 2012 autorise la

vente au promoteur immobilier Sogimmo de Vertou, «la démolition étant laissée à la charge du promoteur». En fait, les actes notariés de la vente ne sont signés que le 31 juillet, le lendemain de la démolition sauvage. Dès le 29 juin, Patrice Lemaitre, directeur du service municipal de l'Immobilier a pourtant écrit au promoteur: «Objet: autorisation démolition»; «Dans le prolongement de notre conversation de ce jour, je vous confirme que la Ville vous donne l'autorisation de démolir les immeubles communaux 9 et 11 rue des Stocks, à compter du 30 juillet». Le promoteur, qui n'en espérait pas tant, met illico les pelletées doubles. Il n'est pas encore propriétaire, mais puisque la mairie, vendeur et gardien des règles d'urbanisme, lui dit de foncer, il fonce. Pas question de laisser ces squatteurs, une centaine de précaires et sans logis, retarder son retour sur investissement. Ratiboiser les locaux lui assure qu'aucune réoccupation ne soit possible. On a donc exposé à une intoxication à l'amiante, et en pleine connaissance de cause, tant les deux ouvriers de l'entreprise Monnier que les policiers, les expulsés, et tous les curieux à portée de poussière. L'inspec-

tion du travail a fait un signalement au procureur quant à cette «mise en danger d'autrui» passible d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

Désamiantage sauvage

Une fois le fibrociment détruit au tracto pelle, il a fallu débayer dans les règles les déchets toxiques de ce «désamiantage sauvage». Une réquisition d'urgence du préfet, le 1^{er} août, a dû trouver une entreprise spécialisée amiante pour finir le chantier dans le cadre légal, mouillant les décombres pour éviter toute poussière, bâchant les débris et montants des clôtures en tôle opaque du chantier. Une autre boîte a été chargée d'enlever les miettes de démolition polluées d'amiante. Au parquet de Nantes, le vice-procureur Jean-Philippe Reverseau indique que la justice a «ordonné une enquête pénale» confiée à la police. Contacté par Lulu, ni le promoteur Philippe Nevoux, ni l'entreprise Monnier, ni l'adjoint à l'urbanisme n'ont voulu répondre. Présent sur le chantier ce jour-là, Franck Hervé, salarié du promoteur Sogimmo, affirme qu'il n'avait pas connaissance de la présence d'amiante, mais savait qu'au moment de la démolition, sa société n'était pas encore propriétaire des bâtiments: «Celui que les associations de défense des sans papiers, qui ont très bien manœuvré, ont présenté comme le "méchant promoteur" s'est mis lui-même en danger. On se sent victime...»

Johanna Rolland, qui a confié avant les municipales avoir connu sa première expérience militante avec des sans papiers, quand elle était étudiante à Sciences Po Lille, a donc pu passer de bonnes vacances iodées, loin de ces saletés. Toutes nos pensées vont à la famille du tracto-pelle. ■

Gildas Bestos

euro de cotisation par an pour vider sa poubelle. C'est un club ou quoi? Pas cher non plus, le coût de l'engin métallique est de 113670 euros selon Nantes Métro, mais il paraît que les designers et le constructeur ne se sont pas payés, espérant se refaire sur la vente du modèle en série*. Bien plus, de 200000 à 300000 euros? selon une estimation qui intègre notamment la semaine de montage par une l'équipe de dix agents du service des espaces verts. Bon, ça fait combien le gramme d'engrais? Avis aux dealers, laissez tomber l'herbe, la laitue défraîchie de mamie vaut de l'or. ■

Erwan Pen Buzuc

* «Ekovore, le composteur nantais qui recycle tous azimuts», www.makery.info, le 13 octobre 2014.

** Espérant tomber à 20000 euros la bête avec dix commandes en Europe pour baisser les coûts industriels. Ne parlons même pas du bilan carbone de la construction d'un tel proto en acier alors qu'on aurait pu imaginer des éléments recyclés.

Compost-modernisme

Nique le lombric

Le lombric éco-responsable en co-construction sauvera la co-planète. En commençant par Malakoff.

UN ovni métallique est tombé sur le quartier Malakoff. Objectif: avaler les bouts de salade et les épluchures de carottes. Rectification; c'est le «premier composteur urbain collectif et partagé au monde», selon Johanna Rolland venue l'inaugurer à grand renfort de lyrisme. La présidente de la co-communauté co-urbaine a montré ce-jour là qu'on avait des raisons de la soupçonner d'être une sorte d'humanoïde, de robot générateur de discours sur la co-construction permanente, à moins qu'elle ne se spécialise en twitterisation du réel exempt d'error system. En tous cas, en recyclage de langue de bois, elle n'a pas besoin de rajouter de matière sèche et de vers de terre. On aurait pu installer des bacs sous l'auvent d'une cabane en

bois. Mais les services de l'urbanisme ont dit niet. Contraire à l'«intégration urbaine». Et sans doute trop modeste, pas assez design urbain, trop simple. Le composteur en acier galvanisé, inox et thermolaqué est pourtant vanté comme une «simplification des opérations de compostage» selon ses concepteurs. Vachement simple, pour balancer ses ordures biodégradables, c'est cadré. Les dépôts se font pendant une heure par semaine, le samedi matin, en présence d'un référent, professionnel du jetage d'épluchures vérifiant que personne ne refille des trucs dégueu, un vieux gratin moisi à l'uranium de cuisine ou le dernier sandwich à l'arsenic que le mioche n'a pas fini. Pour être super écolo de proximité, faudra donc garder ses restes organiques

une semaine dans un «bio-seau», descendre de son immeuble pour être là pile à l'heure, et risquer de se faire jeter avec une partie de ses déchets non conformes, coquilles d'œufs ou morceaux de papier, à remonter piteusement dans les étages pour le tri sélectif bien comme il faut. Mais selon Nantes Métropole qui a sondé les attentes du quartier, l'intérêt n'est pas vraiment de produire de l'engrais: la première motivation identifiée, c'est de réduire ses déchets; deuxio, se rencontrer et papoter. Et en dernier plan, le compost. Seul un habitant sur cinq se sent concerné par le résultat final pour engraisser un jardin qu'il n'a d'ailleurs pas. Vous prendrez bien 200g pour votre jardinière? Simple aussi, il faut payer un

LATULULULU?

Zonzon tendance

Presse-Océan et Ouest-France, le 29 septembre 2014

Une boîte de com' a réuni une centaine de happy few pour manger gastronomique dans la maison d'arrêt désaffectée, cernée par l'hôtel de luxe Radisson, et le chantier archi haut-de-gamme de l'ancien QG de la gendarmerie. Ticket d'entrée pour la sauterie: 90€ la grignotte en milieu carcéral. Un tout petit peu plus que les tarifs usuels des cantines de taulards. Les deux quotidiens ont adoré. Tellement insolite, décalé, de s'encanailler dans cette trace fantôme de la misère humaine. «En arrivant dans la prison, tout le monde est subjugué. C'est génial», assure ainsi Hélène (45 ans, juriste). Un «lieu magique», dit l'organisateur sans s'étouffer. Ça n'aurait pas été plus audacieux de faire la même chose dans la nouvelle maison d'arrêt au milieu de ses pensionnaires? ■

Rendez les matous

Ouest-France, le 18 août 2014

À Saint-Sébastien, «situation intolérable et inacceptable» suite aux «disparitions mystérieuses» de chats dans le quartier de l'Ouche-Cheneau. En reprenant le décompte donné par les riverains affolés, on n'arrive qu'à une moyenne de trois matous évaporés par an depuis 2007. Pas de quoi fouetter un chat. ■

Golf pas très clair

Nouvel Ouest n°210, septembre 2014

Investissement au golf Nantes-Erdre: «12000 euros pour la signalétique du practice avec de nouvelles cibles éclairées la nuit». Il était temps. Les marchands d'ampoules se sentent menacés par les sauveteurs de planète qui éteignent les réverbères. Alors que taper des balles à deux heures du mat' en pleines ténèbres éclairées comme de jour, ça a une certaine allure. Just imagine: Nantes, le seul golf qui éborgne les lapins noctambules. Certainement des lapins crétiens. Et ça, c'est tendance. ■

Pique nique le commerce

Ouest-France, le 19 juillet 2014

Dans le nouveau quartier Pré-Gauchet, qui ressemble à une ville à la Tati, entre la gare et Malakoff, les boutiquiers pleunichent misère: déjà pas très plein, le quartier se vide après la fermeture des bureaux et les commerces de proximité ont le cafard. Ce qui leur permet de cafarder: c'est la faute aux food trucks et aux «tables installées ici et là pour le pique-nique», cette vacherie de «concurrency larvée qui menace à court terme les emplois». Une chips croquée, un emploi perdu. Une tartine avalée, une famille au RSA. À quand une milice d'éradication des tables de pique-nique? ■

ALTERNATIBA NANTES



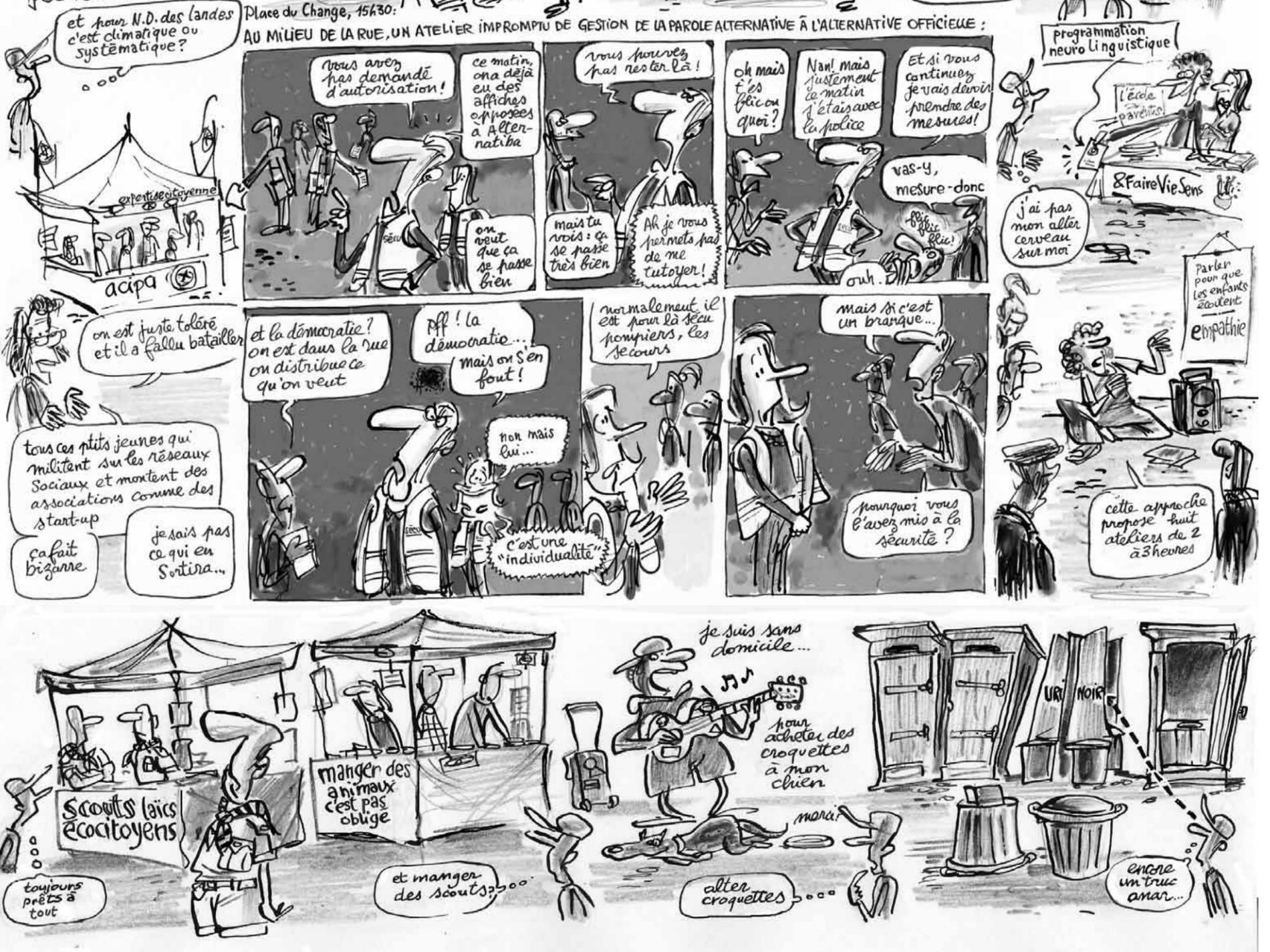
changeons le système pas le climat

APRÈS BAYONNE, NANTES A ORGANISÉ LE 28 SEPT 2014 LE VILLAGE ALTERNATIBA DANS LE QUARTIER BOUFFAY



Place du Change, 15h30:

AU MILIEU DE LA RUE, UN ATELIER IMPROMPTU DE GESTION DE LA PAROLE ALTERNATIVE À L'ALTERNATIVE OFFICIELLE :



Alternatibabacool Poids et alter

Un bœuf sur la langue aéroporté pèse d'un certain poids. Autant que les subventions des collectivités ? Avec Alternatiba, on se demande.

VILLAGE des alternatives cloné de la première édition à Bayonne en 2013, clamant qu'il faut «changer le système, pas le climat», Alternatiba aura trouvé un public de curieux, et laissé perplexes quelques écolos. Ce dimanche 28 septembre, on a trouvé de tout, des massages bouddhistes sur le trottoir, un bureau d'études assainissement qui fait sa retape, des parents d'élèves vantant des thérapeutes new age et des bouquins de la librairie ésotérique voisine, une entreprise de boulangerie, un stand Nantes Métropole avec deux hôtesses au comptoir, mais pas une brochure sur comment faire des manifs éco-responsables co-construites contre l'aéroport. Ce salon de plein air s'est un peu monté comme on lance sa petite entreprise: la coordinatrice à temps plein pour deux mois coûte ainsi 10000 euros de salaire, soit le

montant précis de la subvention de Nantes Métropole, le conseil général accordant un plus maigre 1500 euros, la région 2500. Alternatiba expliquait avant l'événement: «Nous considérons qu'il est justifié que l'argent public soit utilisé pour une initiative d'intérêt général», plaidant une totale indépendance malgré ces aides: «Nantes Métropole et le conseil général ont donné leur accord pour fournir une partie du budget d'Alternatiba Nantes, sans conditionner ces aides à la présence d'un acteur ou d'un autre». Ce qui n'est pas très vrai et même faux, Nantes ayant justement assorti sa promesse de don d'une condition: que la lutte contre l'aéroport à ND-des-Landes ne soit pas mise en avant et que l'Acipa ne figure donc pas dans les stands. Un chantage contré par Attac, Les Amis de la Terre et Greenpeace qui ont du taper du poing et menacer de tout annuler pour

que la mairie de Nantes accepte, sous couvert que l'Acipa incarne une alternative positive. On trouva l'«expertise citoyenne». Un joli pied de nez, au passage. Mais les alternatives vécues sur la ZAD, les jardins squattés à Doulon resteront hors-champ... Le reste des associations, une partie ayant déjà collaboré à l'embrouille de l'année 2013 Nantes Capitale verte et récupéré des subventions à projet avec de fait une autocensure sur ND-des-Landes, a bien intégré le message: les stands n'affichent rien de trop politique, rien sur l'aéroport, chacun sa crèmerie, le vent, le pain bio, l'Amap, le compost... On cherchera en vain les points de vue sur la responsabilité du capitalisme dans la crise climatique, énergétique, agricole... En attendant, on adoptera un éco-geste. ■

Jovial Bovial

Fonton-fontaine Douloureux problème de flotte bruyante

Ce boucan d'eau défie les lois de l'apesanteur, du voisinage et du tiroir caisse.

Ouh la! «Excédés par le bruit continu des jets d'eau, les riverains vont lancer une pétition en espérant modifier les horaires de fonctionnement de la place. En marche de 9h à 22h, la fontaine empêche les riverains de laisser leurs fenêtres ouvertes et de se reposer», explique Presse-O le 23 septembre 2014. Sonnez le tocsin! Une pétition en projet, en voilà une info journalistique qui mérite d'être encouragée. Le lendemain, sondage sur le site du quotidien: «Et vous, trouvez-vous le bruit de la fontaine de la place Graslin gênant?», avec une vidéo trottoir sur un thème audacieux, élargissant la polémique: «Graslin ou Royale: quelle fontaine fait le plus de bruit?» Le jour suivant, nouvelle couche: «Des voix de riverains s'élèvent

pour faire circuler une pétition visant à réduire les horaires de la fontaine toute neuve». Des voix qui s'élèvent, au risque d'augmenter le niveau sonore déjà insupportable...

Le patron de la brasserie La Cigale invoque des «solutions techniques à travers le monde pour diminuer ce bruit». Et voilà: d'un seul coup le sujet est passé du microlocal à l'interglobal. Qui oserait désormais prétendre que ces jets d'eau assourdissants feraient un peu beaucoup de bruit pour rien? Une fontaine à bruit qui, grâce à l'expertise requise, atteint aussitôt l'échelon international, il y a de quoi rendre jaloux les stratèges de l'attractivité nantaise. Vivement qu'on nomme un médiateur des Nations-Unies. ■

Au poêle!

Le dircab bat en retraite

Le conseil général perd un grand homme, pas brillant mais si attentif aux autres.

Après dix ans de dircabisme au département, Patrick Gaudin a pris sa retraite. Lors de la cérémonie d'adieux, le 14 octobre, son deuxième président, Philippe Grosvalet, y est allé d'un hommage: «*Briller, ce n'est pas son truc. Il est très discret*»*. Gaudin, ce maestro pas brillant de l'intrigue politique en Loire-Inférieure ne pourra plus regarder des parties de foot de la coupe du monde sur écran plat les pieds sur le bureau? Ni distribuer les quelques deux centaines de places dans la tribune présidentielle à chaque matches à La Beaujoire. Terminé pour Gaudin, les bouquins rédigés par son neveu qu'il a fait embaucher. Bouclé-publié-livré en toute urgence pour trôner le jour du départ, le dernier opus est d'importance mondiale: on y trouve la liste de tous les présidents, mais surtout celle des dircab... On a ainsi eu: 1905, *l'engagement laïque de la république*; *De la Loire-Inférieure à la Loire-Atlantique*; l'immanquable *Liberté, égalité, fraternité*, mais pas *Paternité* ni *Maternité*. C'est donc une œuvre inachevée. Pour le pot de départ, l'affichette apposée dans les couloirs du Département revendique pourtant une auto reconnaissance en paternité: «*Des livres pour tous, sur une idée originale de Patrick Gaudin*», formule modeste déjà apposée sur tous les bouquins en question. Des livres considérés comme un «*miroir narcissique du directeur de cabinet*»** et payés trois fois: rédaction et mise en page par des salariés du Département; des exemplaires préachetés à l'éditeur pour refiler gracieusement aux invités de marque de la collectivité; le prix de vente public pour le commun des mortels.

Fini, le coup du restaurant Le Monte Cristo à Vertou qui après le repas pris par Patrick Gaudin se retrouvait avec un joli reportage dans le journal du département en juillet 2011. Fini aussi le temps des médiocres trop sensibles qui sortaient en pleurs de son bureau. Plus de bureau, plus de bourreau. Le cabinet du Président, secrétariat, chargés de mission, communication externe, est passé son



règne à quelques 81 personnes lors de son départ***. Une vraie PME. Pour les mêmes fonctions, la droite plafonnait à 40 personnes et la gauche trouvait déjà que c'était trop... Et on dit qu'il n'y a pas de croissance en France. Terminé, ce temps où les agents devaient s'écraser devant lui: «*Soit c'était un truc louche à nous demander, soit une info sur quelqu'un, sa couleur politique...*». Les conseils généraux, ça va, les renseignements généraux, c'est mieux. Désormais il n'a plus besoin de prendre la tête de ses subalternes pour savoir si tel responsable d'association subventionnable ou interviewé pour le journal de la collectivité est du bon bord, entendez pro-PS, et surtout favorable à l'aéroport de ND-des-Landes, l'obsession de l'ex-dircab. Préoccupation récurrente lors des convocations dans son bureau: «*Pourquoi t'es pas PS?*». Le péché originel, jamais soigné: «*Et tu n'as jamais souhaité l'être, tu sais c'est grave, une telle trahison*». Soit en plus direct: «*T'es pas des nôtres*», voire «*T'es clairement de droite, alors*». C'est vrai que pour un *directorius cabinetum* vulgaire, c'est connu, le monde est binaire, avec une ligne de front nette entre ceux qui sont dans le bon camp, et les ennemis. Selon certains fonctionnaires

sous sa coupe, sa devise hésitait entre «*trahison et suspicion*» et «*ego et parano*». Concocté pour son départ, un faux magazine de 18 pages intitulé ironiquement *Patrick Gaudin a de l'avenir*, publie un nuage de mots provenant d'un sondage interne par mail. Le plus gros mot est «*parano*». Entre divers adjectifs complaisants, l'hommage nuancé retient des amabilités: «*anxieux, redouté, soupçonneux, autoritaire, colérique*» et même «*Herr-direktor*». Le genre à faire espionner les messageries du petite personnel et à s'en vanter ouvertement en arguant d'un «*audit sur les comptes de messagerie*» même s'il n'y aucun dysfonctionnement à inspecter. Gaudin était capable de demander un avis de décès de la grand mère d'un agent, à la mairie à l'autre bout de la France, pour être sûr que ce très potentiel tire-au-flanc n'ait pas inventé un enterrement et se payer du bon temps: «*J'aime bien vérifier*». Le bonhomme est parti. Les agents du département peuvent le vérifier tous les jours. ■

Marc Yavel

* Ouest-France, le 13 octobre 2014

** Presse-Océan, le 10 novembre 2011

*** Dont trois assistants de l'opposition, soyons honnêtes, et en reprenant en interne des tâches externalisées.

Une idée en-tête

Rigueur-gaspi, qui va gagner?

Bienvenue en gabegie générale de Loire-Inférieure. Où la solidarité passe à la poubelle.

La solidarité, c'est beau, sur le papier. Pourtant, depuis 2012, le papier à en-tête et les enveloppes siglées ont perdu leur mention «*Département solidaire*» figurant sous le logo vert et bleu. Subtilité de communication ou de marketing territorial, voire lubie de nouveau dirigeant, selon certains agents: «*Chaque changement de direction générale s'accompagne d'une refonte de notre fameux logo, avec des différences qui ne sautent pas aux yeux mais qui paraît-il sont importantes pour la respectabilité de l'institution*». Plutôt un calcul politique, avance un autre agent: «*L'heure est au repli, à l'individualisme. Électoralement, la solidarité n'est plus un bon argument de vente*». Tous les services du conseil général ont donc depuis 2012 de nouvelles enveloppes épurées, et un nouveau papier à en-tête. Même logo mais exit la ligne «*Département solidaire*». Et l'ancienne paperasse officielle désormais obsolétisée, qu'est-ce qu'on en fait? Certains l'écoulent, pour d'autres c'est poubelle... Du passé faisons table rase. Des kilos et des kilos d'enveloppes neuves mais au logo périmé. «*On peut donc dire que la solidarité est mise à la poubelle, pour recyclage... D'une certaine façon, on affiche clairement la politique!*» affirme, un peu amer, un salarié du Département qui a envoyé à Lulu des photos d'une grande poubelle, un de ces bacs gris à chapeau vert (spécial papier et cartons) qu'on roule jusqu'à la rue, débordant d'enveloppes à logo vieille version, balancées au rebut sans autre forme d'enveloppement durable. Parallèlement, rigueur et exemplarité oblige, on a ouvert la chasse aux dépenses de fournitures dans les services. Et, lorsqu'ils organisent un événement, une rencontre avec des partenaires extérieurs, les

agents connaissent l'astuce pour ne pas être obligés de se cotiser et devoir fournir café et petits gâteaux sur leurs deniers personnels: «*Il faut faire paraître un élu, et le service traiteur suit avec buffet*».

Mesquineries graduées

N'empêche: quand on jette les enveloppes par les fenêtres, la hiérarchie continue à prôner l'austérité la plus stricte, dans les rangs du dessous, comme il va de soi. Avant l'été, les fonctionnaires catégorie C – le bas de l'échelle – ont noté que des passages de grades, obligatoires au vu de l'ancienneté des agents concernés, se sont enregistrés sans l'augmentation du salaire qu'ils attendaient. Normalement, c'est simple: l'évolution de carrière passe par des grades gravés automatiquement tous les deux ans «*et en principe, ça fait augmenter le salaire. Oh, rien de remarquable sur les montants: c'est très minime, notamment pour les catégories C*», note un autre agent. Mais voilà, la rigueur exige des sacrifices. «*La guerre contre les fonctionnaires (ces parasites qui ruinent la société, comme on sait) étant déclarée, le CG tente de déguiser l'arnaque en maintenant l'avancement mais au même point d'indice que précédemment, poursuit notre pédagogue de bas d'échelle. Autrement dit, on est augmenté d'un échelon, ou on passe au grade au-dessus, mais avec le même nombre de points d'indice. Notre carrière évolue dans les règles mais notre compte en banque reste dans le rouge. Au moins, ça change du vert et bleu...*» Avec 4 000 agents, ces petits renoncements forcés ont l'avantage de la multiplication des menues restrictions. Les petits gestes font les grandes économies. Pour le prochain logo, penser à ajouter «*Département austéritaire*». ■

Philippe Grovauleau

Fils à papa

Toi aussi, mon fils

Si l'ère du gaudinisme s'achève avec le départ du directeur de cabinet Patrick Gaudin, il a su placer sa famille, son fiston Richard au Musée Dobrée, sa belle fille Solène aux ressources humaines du département. À l'agence d'urbanisme, le nom de Pailloux n'a pas disparu de l'organigramme après le départ de papa: le fils est directeur d'études. Première, deuxième génération, nous sommes tous des enfants de nos papas. ■

Manche à air

Delestage en vol

Grosvalet survole l'avenir sans parachute. Et lâche du lest pour tenter d'éviter le crash.

DÉBUT octobre, le président PS du conseil général, Philippe Grosvalet a donc viré Françoise Verchère, Parti de gauche, de la commission consultative de l'environnement de l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique. Prétexe bidon: elle a «*quitté la majorité départementale*» en larguant le PS. Sauf que le départ du PS date de 2005. Mais ça démangeait le PS d'éjecter Verchère. La commission en question n'est pas un lieu de débat sur ND-des-Landes mais sur l'environnement de

Bouguenais, canton où Verchère est élue. Officiellement, elle est remplacée par Gérard Allard, maire de Rezé, pro NDL, même s'il y siègeait déjà comme suppléant pour Nantes Métropole. Le ménage dans cette commission a ainsi troqué l'opposante à NDL pour une asso militant pour la fin de Nantes Atlantique, l'Acsan, Association contre le survol de l'agglomération nantaise, dont le site internet est sans ambiguïté: pournddl.free.fr, lobby bizarre, créé en 2003, dissous

en 2006 et recréé le même jour... «*Curieux, mais possible*», disent les fonctionnaires du bureau des associations en préfecture. L'ironie de l'éviction de Verchère, c'est qu'au même moment, la réélection de Grosvalet est compromise par un PS nationalement démonétisé. Mayday mayday! L'équipage en place craint un crash aux cantonales en mars 2015. D'où la déclaration d'une ouverture à une majorité départementale assouplie «*même avec des sujets aussi difficiles que Notre-*



Dame-des-Landes»*. Ça commence bien, la navigation aux instruments. ■

* Ouest-France, le 3 octobre 2014

Nécessolues absités de service

Le caprice immobilier de
patron du département
n'aura servi que neuf mois.

PARTI, le big boss. Le 15 juin dernier, pfuit, plus de directeur général des services. Le président du conseil général s'est fendu d'un mail interne aux salariés du département intitulé: « Je vous annonce le départ d'Éric Ardouin ». Et voilà. Le directeur général des services dégage donc neuf mois après avoir fait un caprice pour qu'on lui paye un bel appartement de 125 m² pour la bagatelle de 565 000 euros*. Outre la vue sur le canal Saint-Félix, le loyer était assez avantageux: il était gratuit. Ce bien immobilier n'étant pas suffisamment classe pour Monsieur, il l'a fait rafraîchir à grands frais —un classique—, allant jusqu'à faire installer un système automatique, électrique, pour actionner à distance les portes de placard. Le budget du conseil général a encaissé —ou plutôt décaissé— ces frasques supplémentaires. Il ne faut pas se laisser submerger par de bas instincts de jalousie, qui mèneraient à une incapacité à percevoir le bien fondé de la « nécessité absolue de service », cadre légal dans lequel s'est inscrit cet achat immobilier. Et c'est du passé, tout ça. Éric Ardouin a désormais rejoint la métropole de Bordeaux, où tous nos vœux l'accompagnent.

Le devenir de cet appartement de circonstance est en suspens. Y loger le successeur? L'actuel DGS, Franck Périnet, était déjà pourvu, occupant jusque là des fonctions de « directeur général territoires » dans la maison. Revendre l'appartement? Possible. À moins d'y loger des stagiaires et d'en user pour dépanner des cadres du département de temps à autre, comme dans la maison achetée près du Petit-Port pour le DGS d'avant, Patrick Reix, en poste de 2004 à 2011. Et parti en laissant son adresse inoccupée. Quant à Éric Ardouin, il est parti un peu vite. En faisant ses valises, il a oublié de rendre l'iPad fourni par le CG quand il était à Nantes. Il va sans dire que l'intéressé va sans doute se trouver un jour disposé à retourner l'appareil. Cette restitution doit être inscrite dans ses tablettes. Officiellement, cet iPad serait en cours de transfert de données personnelles, mais ça dure, ça dure, et l'argument est un peu inopérant, puisqu'il n'y a pas de données personnelles dans un iPad: elles sont logées direct dans iCloud ou chez Dropbox. Lulu a posé la question par mail à Éric Ardouin, concernant le retour de ce petit accessoire de fonction, mais la question a dû lui paraître accessoire. Il a fait comme à Nantes: il ne répond pas aux désobligeants. ■

Bruno Bligé

* «L'appart d'ombre du patron du département», Lulu n°82-83, décembre 2013

Chapeau, la retraite !

L'Auran ou tant

Voilà un retraité très bien retraité. Un demi-million après la limite d'âge, c'est mieux que du recyclage, c'est un encouragement à dépasser la date de péremption.

JEAN-YVES Pailloux a été pendant trente ans directeur général de l'Auran, l'agence d'urbanisme de l'agglomération nantaise. Depuis la création en 1978. Mais il n'en avait pas assez. Dépassant déjà de neuf mois la limite légale d'âge à 65 ans, obligé de partir en retraite, il a fait cinq ans de rab: on lui a trouvé un petit job bien peinarde, «conseiller technique», ah non, pas un emploi fictif, holà, pas du tout, qu'est ce que vous allez penser-là, un travail disons pas trop foulant à l'Auran qu'il a dirigée. La chambre régionale des comptes vient de dévoiler cette rallonge confortable et indique avec ses mots polis et pesés qu'à partir de 2008, «le rôle effectif de l'intéressé apparaît bien vague». La réponse du président de l'agence, Jacques Floch fait dans le flou: «les libellés des missions de conseiller technique ne sont ni vagues ni sybillins» car l'intéressé, très intéressé même, «a concouru à une organisation de l'agence efficace et à l'exécution de programmes partenariaux de travail dans le cadre d'une maîtrise salariale de l'agence». Embaucher un retraité qui aurait dû faire le boulot avant de partir ou le préparer pour son successeur, c'est donc un moyen de gérer au mieux les dépenses salariales.... Allez comprendre. Entre son indemnité de départ à l'ancienneté, soit 209 000 euros



(c'est beaucoup mais légal, prévu par la convention collective et calculé à partir de la rémunération, et le monsieur était bien payé) et son petit boulot peinarde, il aura palpé quelque 500 000 euros après son pot de départ en retraite. Là aussi c'est légal, puisque, depuis Sarko, un retraité peut cumuler (sous certaines conditions en théorie) sa pension et un petit job avec le même ancien-nouvel employeur, ici payé «6944 euros [brut], compte tenu de quelques avantages supplémentaires». À une époque où on bassine les fonctionnaires sur la rigueur nécessaire, on voit les égards pour les grands chefs. Si Presse-Océan a traité le sujet* sans

nommer le grand bénéficiaire de ce traitement privilégié, Ouest-France s'est contenté la veille d'une brève de 21 petites lignes très discrètement titrées «Critique sur la gouvernance de l'agence d'urbanisme» en retenant une phase du rapport des magistrats des comptes: «critiquable sous l'angle de l'économie des moyens mis en œuvre». Difficile de faire moins. Une idée: si Pailloux se mettait en auto-entrepreneur ni vague ni sybillin, il pourrait peut-être assumer pendant les cent ans à venir le conseil rapproché de l'agence d'urbanisme. ■

Jean-Edmond Canailoux

* Le 22 octobre 2014.

Moitié oui moitié non

L'entre-deux Guerriau

Sur sa déclaration de patrimoine, la moitié du sénateur figure à moitié.

LE mariage de Joël Guerriau est-il soluble dans son patrimoine? Sur sept pages, la «déclaration d'intérêts et d'activités au titre d'un mandat parlementaire» du sénateur, adressée à la HAVP, Haute autorité de la vie parlementaire, comporte une curiosité. On y apprend accessoirement que sa fonction de directeur général de la fédération nationale des Caisses d'épargne lui a permis de palper 485 405 euros annuels en 2011, soit quelque 40 000 euros par mois. Mais depuis, juré, il n'a plus rien touché à ce titre et l'écureuil ne lui a refillé aucune noisette. L'étrange est ailleurs: page 4, le citoyen Guerriau Joël déclare «néant» pour l'activité de son «conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité». Mais page 5, il déclare une certaine «Gestine Christine», attachée parlementaire pour sa fonc-

PATRIMOINE DES ÉLUS: UN MYTHE



tion de sénateur... laquelle se trouve être son épouse en bonne et due forme et la mère de leurs trois enfants. Ce qui en fait peut-être une intermittente du patrimoine.

«Mon épouse n'aime pas être en avant de la scène. Sa vie, elle la consacre aux autres. À nos enfants d'abord, qu'elle suit avec attention», écrivait Jojo Guerriau sur son blog en 2007, en vantant le

dévouement de madame dans une association humanitaire mais aussi comme élue au conseil régional depuis 2003: «Une élue consciencieuse et présente. J'ai beaucoup d'admiration pour tout ce qu'elle fait.»

Pourtant, on s'interroge: comment un élu de son envergure peut-il déclarer sa moitié sans la déclarer, à moins qu'il ne la répudie sans la quitter, ou qu'il tente l'audacieuse posture de se l'attacher parlementairement sans considérer ni le meilleur ni le pire, juste par-delà les liens du mariage. C'est sans doute un nouvel épisode de la guerriau des sexes. ■

Noël Bisé-Futon

*Avec ce masculin, l'administration considère étrangement que toute personne qui partage la vie des parlementaires est un homme. On ne le dira jamais assez: ces gens-là s'infiltrèrent partout...

LATULULULU?

Télé maillon

Ouest-France, le 29 juillet 2014

La mairie de Saint-Sébastien est moderne, hyper moderne, maxi moderne. La preuve, elle a même une web télé. Créée, dit le chargé de com' municipal «pour ouvrir à une génération ouverte sur le numérique». En fait, cette chaîne de proximité ne produit que cinq minutes par mois. Pour l'été, encore plus court: une minute 48 de présentation aussi excitante qu'un bulletin municipal albanais des années soixante. Le «numéro» de juillet durait trois minutes 40. Une folie. La guerre 1914-1918 expédiée en deux minutes 46 moins sept secondes de générique. C'est plus une chaîne, c'est un maillon faible. ■

Douche froide

Ouest-France, le 29 juillet 2014

Quatre mois que ça dure et personne ne leur dit rien. Tout le monde au régime eau froide, ou douches à la piscine. Dans cette résidence Zola (au nom prédestiné), depuis mars, interdiction de prendre des douches chaudes, «la contamination se faisant par l'inhalation de vapeurs d'eau contenant la bactérie», en l'occurrence la légionellose qui court les tuyaux en acier galvanisé. Les habitants sont sérieusement galvanisés par l'eau frisque, pour pas dire glaglavanisés. ■

Idées déco

Le Nouvel Observateur, le 15 septembre 2014

Johanna Rolland parle toujours aussi concret. Exemple dans cet entretien à propos du logement: «Nous accompagnons aussi la "décohabitation" des jeunes. Une expérimentation dans ce sens est menée sur Bellevue, où est mise en place une gestion personnalisée de la demande de mutation.» Comme c'est à Bellevue, on voit très bien, pour pas dire très belle, ce dont elle veut parler. ■

Tripote les figues

Ouest-France,

le 18 septembre 2014

Animations genre gala de bienfaisance à Vallet. On ne pourra pas dire que ça ne manque pas d'air, ou plutôt d'R: la légende des deux photos présente un «tripoteur des temps modernes», et «Jean et Paul, deux figues valletais». L'an prochain, on annonce un peloteur de coucougnettes. ■

Prime de penisibilité

Presse-Océan, 11 octobre 2014

En juillet 2013, un patient se fait opérer chez un chirurgien esthétique: injection de botox dans le pénis pour un allongement artificiel. Apparemment, c'est raté. Plainte. Ni devis ni respect du délai de 15 jours de réflexion, a tranché le conseil de l'Ordre: le toubib a été suspendu deux mois. Le respect de la charte qualité des traits d'esprit à légèreté garantie nous empêche de suggérer qu'il aurait dû être suspendu par les attributs virils. ■



Costume croisé

Assurance tous risques

Parrainant le salon Preventica, risques et prévention, Johanna Rolland signe un topo vantant son « observatoire social » qui « consiste, par l'analyse croisée et partagée par les managers et les représentants du personnel, à construire des indicateurs facilitant la mise en œuvre de plans d'actions de prévention » au sein du personnel municipal. Résumé de ce verbiage technocratique : tous indicis ! Et côté du concret, place à la « lutte contre les conduites additives » (sic). Pas la peine d'en rajouter.

Passe ta Bac d'abord

Reportage en play Bac

Le quotidien de la police saute-dessus dans les quartiers populaires, c'est tellement fascinant...

HÉROÏSME ordinaire. Presse-Océan a publié le 8 octobre un reportage vibrant d'enthousiasme et d'adrénaline sur la brigade anti-criminalité, équipage « Bac n°10 ». Rien à voir avec la Bac observée (en deux ans d'enquête et d'immersion, plus qu'une seule soirée) par le sociologue Didier Frassin qui relève la tentation de se jeter sur le moindre passant, les pratiques vexatoires, les provocations, la violence latente, la logique virile et le racisme banalisé, les arrestations arbitraires et finalement l'inefficacité de la répression de la délinquance. Comme les reporters de guerre « embedded » trimbalés et très encadrés par l'armée, la journaliste locale s'est laissée embarquer. Fascinée par « la tempête » quand la radio signale deux vols à l'arraché à deux bouts de la ville, subjuguée quand la voiture part en excès de vitesse (« le compteur s'affole »). Mis en scène par le reportage, « Christophe » est bien connu dans les manifs. Déjà dans la Bac en 2007, porteur des munitions de

flashball, le jour où Pierre, alors lycéen, perd un œil dégommé par l'arme de son collègue Mathieu Léglièse*. Sept ans plus tard, Presse-O n'a pas étalé ces faits d'arme, se centrant sur l'action croisant des calibres du banditisme : un scooter sans plaque, un autre qui roule sans casque, un smartphone sans carte Sim, un type avec un couteau dans la poche. Du lourd. Puis on suit un coup de bélier défonçant une porte derrière laquelle un homme aurait proféré des menaces de mort. L'apothéose pour l'article fleuve : course poursuite et « montée en pression » : « Le petit fuyard a été rattrapé. A priori, il n'avait rien à se reprocher. » Avec ce journalisme complaisant, la Bac a réussi aussi – sur le papier – à ne rien avoir à se reprocher. ■

Eugène-François Vindic

* La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers, Didier Frassin, Le Seuil, 2011.

** « Un calibre, cet avocat », Lulu n°76, mai 2012. Et « T'es de la poliste ? », Lulu n°71, décembre 2010.

Complètement cintré

La Drac forteresse

Contre les fric frac diurnes des intermittents, la Drac se bunkerise de manière permanente.

À LA Direction régionale des affaires culturelles – Drac pour les intimes –, ça craint. Des ennemis menaçants. La dernière « intrusion inopinée d'intermittents » n'a pas fait rigoler le préfet. Ça commence à bien faire. Il faut chateaufortifier ce bâtiment. Un expert du ministère de l'Intérieur a été dépêché en avril dernier sur place. Il a pondé un rapport de 12 pages que Lulu s'est procuré.

S'adapter à la menace

Il s'agit de « mettre en œuvre des moyens de protection de l'enveloppe extérieure du bâtiment adaptés à l'action malveillante d'un groupe de manifestants ». Des moyens qui « doivent garantir un niveau de résistance à l'effraction adapté à la menace identifiée ». Première préconisation, refaire totalement le sas de l'entrée principale « au regard des menaces malveillantes ». Ça cause comme dans un plan antiterroriste. Trois solutions étudiées, un cube qui ferait sas à portes planes (chiffré 30 000 euros), un cylindre à portes automatiques cintrées, et un carrousel à portes tournantes comme dans les grands hôtels (options estimées chacune à 45 000 euros). Mais il faut aussi veiller à l'étanchéité à l'air, aux livraisons et au passage d'handicapés en fauteuil. S'agirait pas d'avoir sur le dos

la guilde des chauffeurs livreurs et les collègues tant du ministère de l'Air chaud foutu par les fenêtres, que du secrétariat d'État au Bon roulage des fauteuils.

Option cintrée

L'expert préconise fortement la solution du sas à portes cintrées. Il ajoute le remplacement de la serrure de la porte secondaire par une barre antipanique ouvrable de l'intérieur seulement, et deux, voire trois caméras de vidéosurveillance pour agrémenter le décor. Un détail, les fenêtres du rez-de-chaussée ont aussi été remplacées et renforcées, sauf deux. Allez, faut finir ça. Et le point faible, c'est l'accès existant côté tramway, au 2, allée du commandant Charcot, jugé de « fréquentation faible » et « difficilement identifié comme un accès à la Drac, hormis pour des personnes renseignées ». Mais face au risque, cet expert inconscient n'envisage même pas de pont-levis moderne, ni de herse biométrique, pas même un mini escadron du GIGN stationné dans les égouts, prêt à surgir. Heureusement qu'il ne préconise pas de sacs de sable, les dangereux intermittents en feraient un cirque sur le trottoir. ■

Aline Maginot

LATULULULU?

La retraite à neuf ans

Quest-France, le 29 août 2014
Chien de pandore, c'est la belle vie. À neuf ans, la quille. Le berger belge malinois Athos est bientôt à la retraite. Clebs gendarme, et « mascotte du peloton de surveillance et d'intervention » des pandores de Châteaubriant, il va trouver une famille d'accueil. Où ça ? Chez son maître-chien, le maréchal des logis chef Gérard Destierdt. Jouer à la pétanque avec son ancien boss, ça va pas lui faire des vacances. Mais bon, il finit sa vie chez un maréchal. Pourvu qu'il lui demande pas sans arrêt de rapporter le bâton. ■

Comportement anormal

Quest-France, le 4 octobre 2014

C'est Vigipirate renforcé. Le dircab du préfet explique le rôle du citoyen : « Si des personnes constatent un comportement anormal d'un individu ou d'un groupe, elles doivent le signaler aux forces de l'ordre, aux patrouilles militaires ou aux services de surveillance et de sécurité du lieu dans lequel elles se trouvent. » Et si ces mouchards bénévoles ne savent pas vraiment ce qu'est un comportement anormal, c'est vraiment pas normal. Et donc louche. Toute personne qui constaterait une absence de reconnaissance des comportements anormaux chez un individu ou un groupe doit le signaler (à qui ? Voir ci-dessus). ■

On n'en peut mais

Poudre aux yeux

Courir cinq bornes en se faisant asperger de poudre : Nantes accueille la course aux profits en couleurs.

C'EST festif et poudreux, dans une explosion de couleurs. Tendance quoi ! Ils courent, ils courent et en sortent bien dégueulassés de poudre colorée, bons pour une douche. L'ambiance est boy scout, on multiplie les selfies joviaux, on danse à la fin devant un DJ en plein air, la bouille maculée de rouge-bleu-vert, le T-shirt bariolé à la diable. Mais c'est pas gratuit. À Nantes, les 8000 participants à Color Me Rad ont lâché le prix d'un resto chic pour participer à la course où l'on se fait asperger de poussière teintée de couleurs pimpantes. De la poudre de féculé de maïs présentée comme « non-toxique, non urticante et anti-allergène, approuvée par l'Union européenne pour l'utilisation dans la nourriture ou les cosmétiques », selon les organisateurs. C'est sûr que là on s'en mange un paquet et on s'en prend plein la tronche. C'est donc alimentaire et cosmétique. Pas question de s'en prendre plein les narines, façon toxico bourré de coke.

Un marché très couru

Vaguement piqué à une fête religieuse hindoue marquant le retour du printemps, et lancé dans le monde entier sur un marché dominé par trois sociétés qui se tirent la bourre, le concept a été développé aux États-Unis où trois firmes se partagent le marché mondial : The Color Run®, Color Me Rad®, Run or Dye®, mais on trouve aussi aux States des Color-FunFest®, Color Blast 5K®, Color Blaze®, Glow Run®, Dirty Dash®... Un marché très couru, comme on peut voir, pour une affaire sacrément juteuse. Le nuage de couleur poudrée se décline aussi en

animation d'assemblée, comme « The Color of time », pour la clôture le 14 septembre du festival de théâtre de rue d'Angers, Les Accroche-cœurs.

Après Lille en mai dernier, Color Me Rad®, une des trois machines à cash yankee, s'est fait une date à Nantes le 14 septembre. « Une demande de la ville », selon l'organisateur David Migot. Toujours pour l'attractivité de la ville hype. On avait déjà eu Colère me Zad, événement totalement gratuit, sans inscription préalable, mais la ville de Nantes n'a jamais paru très ravie et n'a pas formulé de demande pour de nouvelles éditions de l'événement.

Dans des nuages de poudre, quelque 8000 participants ont donc chacun payé 26 euros (24 en s'inscrivant par groupe de cinq) pour avoir un dossard, des lunettes et un T-shirt soigneusement aspergé de couleur tous les kilomètres sur un parcours de cinq bornes. Mais attention, sur le papier, on ne court pas que pour son plaisir narcissique ni pour enrichir les actionnaires de la compagnie : une part va à une bonne action, vers l'ONG Sport sans frontières qui reçoit normalement un euro par inscription. Avec un chiffre d'affaires de 208000 euros, Sport sans frontière en récolterait 8000 en offrant un alibi caritatif à une grosse opération commerciale qui peut passer pour une course de charité. Sur ce genre d'annonce de « soutien à une cause » masquant une explosion de profits, la polémique a déjà fait rage aux États-Unis et en Australie. Mais sinon, à part ça, c'était super sympaaaaaa. ■

Younaï Ted Benetton

On en mangerait

La presse hambourgeoise

Le roi du hambourgeois américain daigne poser couronne en nos contrées. Sonnez trompettes, résonnez friture.

PAS même encore là qu'il est déjà annoncé en fanfare, King Burger. L'information, à Ouest-France, c'est du sérieux, c'est même une mission, pour l'humanisme et la démocratie. Même si, parfois, cette mission est nettement plus terre à terre. Ce 16 juillet, par exemple, un article s'interroge sur l'implantation potentielle du fastfoodeur Burger King l'année à venir. « Ça se précise », allèche le quotidien. Plus précisément, ce serait avant l'été 2015. C'est toute la subtilité de l'imminence relative. Le scoop, c'est ça : « Burger King compte s'installer en périphérie de Nantes », assure une source proche du groupe. Même pas une info directe. Une « source proche », c'est classe, comme dans les grandes affaires criminelles ou les romans d'espionnage. « Les Nantais pourront, peut-être, profiter du fast-food américain dans un an ». On ne parle pas de clients. Juste des Nantais. Toutes et tous, petits et grands, gars z'et filles, gros et gros. Ces petits malins profiteurs ayant eu la bonne idée d'habiter la bonne cité des ducs de Bretagne vont donc tous « profiter » d'une multinationale, devenue cette année N°3 mondial de la restauration rapide et dont le chiffre d'affaires mondial est, accessoirement, de 22 milliards de dollars par an. Mais cette éventualité d'un commerce de pain à la viande industrielle est forcément un événement d'importance majeure. Rien à voir avec du téléachat



version papier. C'est un bienfait pour le vivre ensemble « à la nantaise ». Et comme ce nième point de rapide-bouffe fait la marque d'une ville équilibrée, il y a aussitôt la « question de la redac » sur internet : « Où verriez-vous le Burger King nantais ? » Et oui. C'est vrai ça, il faut de la démocratie participative, un grand sondage citoyen, un élan interactif irrésistible. Il semble donc que les lecteurs d'Ouest-France doivent décider où va s'implanter la succursale de la multinationale. On oublie qu'on a pu publier dans les mêmes colonnes du journal

un article en rubrique santé : « Le fast-food augmente les risques d'asthme grave chez l'enfant »*. Peu importe qu'une désagréable charte de Munich de 1971 rappelle la vieille déontologie de « ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ». Le burger industriel, c'est un bien commun, un phare de l'alimentation respectant les principes du circuit court : tu le bouffes, tu le vomis aussitôt sur place. ■

François-Régis Butin

* Ouest-France, le 14 janvier 2013.

HO HO HA HA

Le management à risette forcée

Dans les médiathèques nantaises, le malaise persistant de la polyvalence forcée des agents a un nouveau remède. Après un stage ésotérique à l'ennéagramme pour le personnel d'accueil*, la direction du personnel fonce dans le « développement personnel » cher aux thérapeutes auto-proclamés, et propose du « yoga du rire pendant la pause déjeuner ». Première séance d'essai le 29 novembre. Précision dans le mail au personnel : on n'est pas obligé d'apporter sa bonne humeur et son répertoire de drôleries : « Le yoga du rire repose sur le rire sans raison, nul besoin d'attendre un événement extérieur (gag, blague) ». L'an prochain, gestion du stress par l'éternuement sans motif. ■

* « L'étoile à neuf pointes au catalogue », Lulu n°76, mai 2012.

Beste sellieur Sept d'un coup

On ne pouvait pas faire l'impasse sur un tel monument de la littérature. Les bibliothèques de Nantes ont donc fait l'acquisition de sept exemplaires de Merci pour ce moment, l'ineffable déballage confession de Valérie Trierweiler, l'ex-première dame de France, lâchement éconduite par le premier monsieur. L'achat municipal de ce livre d'histoires n'a rien à voir avec la mauvaise humeur de libraires indépendants qui ont affiché dans leurs devantures : « La librairie n'a pas vocation à être la machine à laver le linge sale de Mme Trierweiler ». Pas d'affichette rageuse dans les bibliothèques nantaises, qui se diversifient et innovent en proposant donc un rayon lavomatic pipole. Le comble, certains exemplaires du bestseller ont bel et bien été classés dans le rayon « Vécu » ! Une précision : dans les nomenclatures des bibliothèques, même nantaise, la rubrique « Vécu » n'existe pas. ■

Guère épais

Approche level set simulée

C'était public et vous avez raté cet événement de la rentrée de la pensée : la soutenance de thèse à l'École centrale, intitulée tout simplement « Simulation numérique par une approche level set épaisse de l'impact à basse vitesse sur matériaux énergétiques ». C'était le 16 octobre. Pour lire cette thèse en version roman de gare grand public, il va sans doute falloir attendre de savoir si Valérie Trierweiler peut s'en servir de trame pour un best-seller... ■

LE NUMÉRIQUE SANS PEINE



Hache tague

Digital dans le nez

NE pas jaspiner fluently l'angliche, quand on est Nantais hype, c'est bad. Très bad. Après l'année « green capital », voilà le temps de la « Digital week », qui n'est pas une semaine où la flicaille relève les empreintes digitales de tout un chacun. Cette week au cluster quartier de la création avait lieu en septembre, trop tard pour « save the date » comme disent les mails. Le premier jour, c'était robotic day, avec un robotic

show. Puis le Start-up week-end, le FabLab Day, l'International Startup contest, le Medialab speedtraining, la Conférence Green touch, le coaching de la CreativeFactory, et des workshops à gogo, pour rencontrer du people choisi, des start-upers fous de digital intelligence et de networking, spécialistes de l'e-learning et des espaces de co-working. Pour apprendre à causer digital, sur le bout des doigts. Fingueur in ze noze, quoi. ■

LATULULULU?

Chaussons cycliques

Ouest-France, le 27 mai 2014
Quand le nouveau maire de Saint-Nazaire siège au pôle métropolitain, ce tribun use de phrases fortes, maniant le champ lexical et les audaces sémantiques avec un brio époustoufflant : « Nos prédécesseurs ont donné l'impulsion. À nous d'ouvrir un nouveau cycle. Mais on ne se glisse pas dans leurs chaussons pour faire ronronner une machine. » En résumé : les charentaises impulsives mais machinales n'ont rien à voir avec la circulation cyclique d'une pâtée au ronron. ■

Chaussonphobie

Ouest-France, le 25 mai 2014
Agacé par les mariages pour tous sauf pour lui, le président de département de Loire-Inférieure y va de son ton colérique et comminatoire : « La Loire-Atlantique n'est pas prête à chausser les charentaises. » On sent poindre dans cette attaque contre les attributs de l'âge avancé et de la retraite ménageant les arptions, une remarque désobligeante contre Ségolène Royal et sa région berceau des chaussons immémoriaux. Nous ne saurons nous associer à ces basses perfidies. ■

ET AU SUJET DE L'AÉROPORT?

IDEE RECUE N°1:
« Le MEDEF, c'est les grandes entreprises »
IDEE RECUE N°3:
« Le MEDEF est loin des réalités terrain »
IDEE RECUE N°5:
« Le MEDEF est trop politique »

« MEDEF : ET SI ON ARRÊTAIT LES IDEES RECUES ? »
de 18h30 à 20h30, pour tous les adhérents, curieux
présentation et accueil des nouveaux
MEDEF 44, 37 bis quai de Versailles Nantes
Cette soirée sera suivie d'un cocktail
ÇA COMMENCE BIEN!

IDEE RECUE N°2:
« Le MEDEF ne m'apporte rien »
IDEE RECUE N°4:
« Le MEDEF, y a que des vieux et des consultants »
IDEE RECUE N°6:
« Le MEDEF est anti-social »

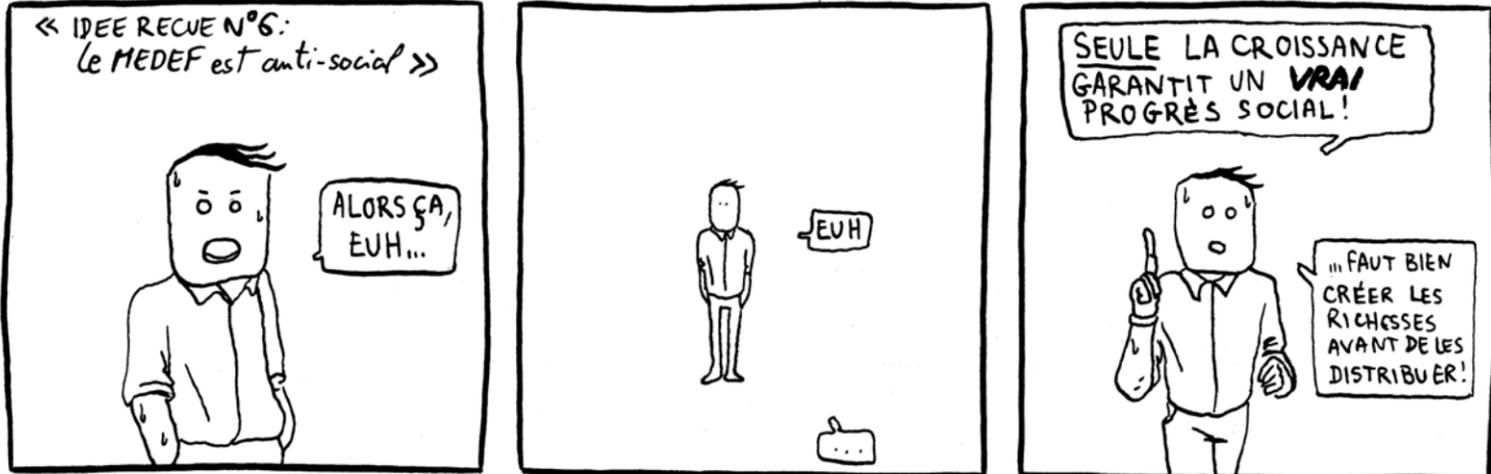
IDEE RECUE N°8:
« Le MEDEF ils passent leur temps à se pavaner dans les cocktails »
IDEE RECUE N°7:
« Le MEDEF ne sert à rien »



LE MILITANTISME: Fait se BATTRE Entre les ministères les chambres de commerces etc. Vous m'i-MA-GI-NEZ PAS le COMBAT QU'c'est!!!
Tout le temps sur tout! les toates! TOUT! TOUT!
Christophe Jolivet

La rupture conventionnelle c'est un acquis!
Quand une négociation sociale s'engage, en général, le texte est FAIT au MEDEF!

Notre PHILOSOPHIE: La Liberté d'ENTREPRISE!
Mais surtout pas d'IDÉOLOGIE!



pour la petite enfance par exemple: le fait e' ÉGALITÉ entre les associations et le PRIVÉ! les subventions doivent aller AUSSI pour le PRIVÉ!

les contraintes qui se multiplient... Le CODE du TRAVAIL c'EST É-POU-VAN-TABLE! Vous êtes d'accord avec moi!
Gerard Lequeur Vice-président de la CAF mandaté par le Medef
Le TRAVAIL le DIMANCHE, c'est une évolution de la société
Les gens veulent conserver leur confort, mais c'est FINI!! Ya les autres pays qui poussent au cul, tout le monde veut sa part du gâteau!

En parlant des "idées reçues" sur le Medef, vous n'avez pas abordé la CORRUPTION...
Haa... c'est terrible t'en a qui acceptant des propositions... c'est comme ça, après si on veut rester dans la course... Ya des élus qui sont faibles, alors...
Ho... et comment? une enveloppe un bon resto?
HAA UN RESTO ça suffit pas! c'est beaucoup plus... c'EST PLUTÔT... Heu... HUM...
HUM! Bon, heu... Si vous m'dites "MARGERIE" passes des valises de billets aux dictateurs africains... Ça oui!
Tout le monde le sait.
Mais sinon Hum... Non... enfin surtout dans le BTP... Hum...

Y'A QUAND MÊME PLEIN DE DOC PRO-AÉROPORTICI...
LE MEDEF SE POSITIONNE COMMENT LÀ-DESSUS?

LE MEDEF N'EST PAS OFFICIELLEMENT POUR.*



*AH BEN SI: LA VEILLE, UNE LETTRE OUVERTE À MANUEL VALLS, DEMANDANT LA REPRISE DES TRAVAUX, ÉTAIT COSIGNÉE PAR VINCENT CHARIN, PRÉSIDENT DU MEDEF 44.

"MOI CE QUI M'ÉNERVE, C'EST QU'ON AIT MENTI SUR CE DOSSIER. ALORS QU'IL Y AVAIT PLEIN DE BONNES RAISONS DE LE CONSTRUIRE."

JE TRAVILLAIS À LA CCI EN 31 QUAND ON M'A APPORTÉ LE DOSSIER EN ME DISANT "C'EST URGENT"

J'AI AUSSI TRAVILLÉ À CHATEAUBOUGON. ON NOUS DEMANDAIT DE DÉTOURNER LES AVIONS POUR RENFORCER LES NUISANCES SONORES. ET ON A URBANISÉ AUTOUR DE NANTES ATTENTIVE POUR AUGMENTER LA POPULATION QUE ÇA GÈNE.

À GENÈVE IL N'Y A QU'UNE PISTE ET BIEN PLUS DE TRAFIC QU'À NANTES, ET ÇA MARCHE TRÈS BIEN."

"SI VOUS ME DITES QU'IL Y A PRESSION DU LOBBY DU BTP, VOUS AUREZ RAISON!"

"...ET DONC, C'EST QUOI LES "VRAIES RAISONS"?"



HUM...
HONNÊTEMENT, C'EST DUR D'EN TROUVER.

C'EST QUAND MÊME UNE OPPORTUNITÉ POUR CERTAINES ENTREPRISES. MAIS C'EST DE PLUS EN PLUS DIFFICILE D'ÊTRE POUR!



Développement corvéable

Le lotissement subit l'effet de serf

C'est à regretter d'avoir corvée à merci l'ex-concierge du Housseau. Elle se rebiffe. Et pas un merci, rien que des convocs devant les juges.

ÉCHÉANCES de justice à répétition pour Éliane Dupé, concierge du lotissement huppé du Housseau pendant seize années, et jetée comme une malpropre. L'appel de la décision des prud'hommes* tombe le 7 novembre. Une plainte au pénal suit son cours pour escroquerie (salaires non payés, fausses fiches de paie...) abus de confiance et harcèlement moral. Un recours au tribunal administratif est prêt à partir contre la légalité de son ancien employeur, l'association de copropriétaires du lotissement. L'argument de droit administratif, c'est que cette ASA, association syndicale autorisée qui ne peut exister que pour gérer des voies privées, n'était plus légale à partir de 1977, quand la voirie du lotissement a été cédée à la commune de Carquefou, puis transférée à Nantes Métropole en 2000. L'ASA aurait dû être dissoute. Ce qu'a déjà demandé au préfet une des avocates d'Éliane Dupé. Si le préfet ne répondait pas d'ici le 12 décembre, c'est ce refus de répondre qui serait attaqué au tribunal administratif.

À engager

À la retraite de son grand-père, homme à tout faire, jardinier et gardien, sa petite-fille a pris la suite. Corvéable 365 jours par an, les années bissextiles on ne sait plus trop bien, mais tous les ans sans salaire**, juste l'hébergement dans la maison en guise de

À dégager

En 2003, après d'âpres batailles, elle obtient un contrat de travail et un salaire, faible mais conforme, mais se fait licencier six ans plus tard, sous prétexte d'externaliser le service, motif juridique irrecevable. Et malgré une pétition de 136 copropriétaires opposés à son éviction, elle a fini par se faire expulser en octobre 2013 de la maison qu'elle habitait avec sa mère et son compagnon depuis toujours. Depuis 1959 plus exactement: trois générations de la même famille ont habité les mêmes murs.

À étoiler

Le temps s'est comprimé lors de l'expulsion, réduit à quelques minutes pour prendre médicaments, papiers personnels et quelques vêtements de rechange. La famille a trouvé refuge dans un hôtel Formule 1 implanté à La Belle-Étoile. Viré de chez soi et dormir à la belle étoile, ça les a presque fait sourire. Presque. Heureusement, tous les voisins de la conciergerie n'ont pas une âme de pierre: la première semaine à l'hôtel a été prise en charge par les quelques propriétaires qui soutiennent Éliane Dupé. Avec sa mère, son compagnon et sa détermination, elle a réintégré sa maison en décembre 2013 pendant un mois. Huissiers et gendarmes l'ont remise à la rue. Un squat chez soi, faute d'un toit ailleurs, avant de trou-

ver à se reloger en location en pavillon à Carquefou.

À normaliser

Pour trouver une bonne conscience d'avoir fait déguerpir ces «petites gens», l'association des 234 proprios du Housseau a dégainé sans s'étouffer le critère de l'insalubrité de la maison, décrétée hors des «différentes normes d'habitabilité et de propreté». Si le logement en question était vraiment inhabitable, c'était pourtant bien à l'ASA, propriétaire collectif de la maison, de l'entretenir. Faut dire qu'il y a quelques enjeux basement financiers, l'assemblée générale d'avril 2014 ayant décidé de vendre la maison et le terrain de 4000 m² «après la fin du procès en appel de l'affaire de Mme Dupé». Des fois que cette affaire finisse par coûter cher aux proprios... Vivre ensemble, virer ensemble, c'est pas si facile. ■

Émile Zona

* En première instance, les prud'hommes ont jugé abusif son licenciement pseudo économique, et condamné l'association des proprios à lui verser 25 mois de salaires. Et 25000 euros de dommages intérêts pour l'avoir payée sous le Smic de 1994 à 2003.

** voir «Chasse au serf chez les rupins», Lulu n°38, novembre 2002 ; «La petite maison dans l'après rac», Lulu n°72, avril 2011 ; «Si on ne peut plus flanquer la valetaille dehors», Lulu n°76, mai 2002 ; «L'ONG contre sa concierge», Lulu n°77, juillet 2012.



Bêlements

Le chant de la manœuvre

Manœuvres et manipes, logo et marketing territorial à l'échelle d'une grosse parcelle de ville.

ON n'échappe pas au marketing territorial. Après les pays transformés en marque, les régions et collectivités lancées dans une compète d'image et de slogans, c'est au tour des morceaux de villes de se faire mouliner par ces impératifs concurrentiels. Nantes Métropole aménagement invente ainsi un quartier. Même si ça s'insère déjà dans le secteur Nantes-Erdre et Saint-Joseph-de-Porterie, pas loin de Carquefou. Et si les bidasses, fantassins, aviateurs et surtout artilleurs, qui l'ont occupé à partir de 1879, en jouant à la guerre pour s'entraîner, l'appelaient «Champ de Bêle» comme les autres Nantais. La mémoire est un peu lourde. Le 30 août 1941, Marin Poirier y est le premier résistant nantais à tomber devant un peloton d'exécution, premier d'une longue série, dont une partie des fameux 50 Otages. Pendant toute la guerre, plus de 80 personnes sont fusillées au champ de tir du Bêle. Pour celle d'avant, on y a aussi exécuté, deux femmes, Manuela Alvarez et Victorine Faucher, condamnées pour espionnage et fusillées le 6 mai 1918.

Mais bon, pour le marketing immobilier, tout ça, on oublie... Est donc créée de toutes pièces l'appellation «Champ de manœuvre» (une rue porte déjà ce nom). Pourtant le journal du projet n°7 d'avril 2014 a dénommé le même quartier «Bêle-Champ de tir». On a rectifié le tir. Cette friche «dégradée par son usage militaire passé» est en fait une future ZAC, à naître à partir de 2015, puisque cette histoire de marque et de nom est essentiellement dictée par des impératifs immobiliers. Près de 2000 logements doivent

sortir de terre entre 2018 et 2030. Les habitants rupins du lotissement voisin Housseau s'en sont émus: lors de leur assemblée générale le 3 avril dernier, ils ont évoqué l'urbanisation du terrain militaire du Bêle et ses «conséquences probables: forte augmentation de la circulation, insécurité des piétons, anarchie architecturale, tensions entre les habitants». Si les grincheux du quartier huppé du Housseau joutent en ronchonnant, il y a une autre zone à problème, au sud-est: la nouvelle prison mange méchamment un coin du quadrilatère. Cette grande maison (d'arrêt) n'offre pas les meilleurs atouts pour doper les ventes. C'est même le genre à plomber l'image future et le potentiel de séduction en obligeant l'argumentaire des promoteurs à des acrobaties sémantiques. Pensez! Ce bâtiment est plein de gens qu'on ne connaît même pas, qui restent confinés, entre eux, derrière leurs grands murs hautains. Des gens fiers. Paraîtrait qu'ils ne vont même pas aux fêtes des voisins, ces bougres!

Place donc aux communicators professionnels pour faire oublier les voisins pas fréquentables et ces gibiers de potence à gâcher le vivre ensemble, bien capables de ruiner la côte de l'immobilier. Logo, identité visuelle, charte graphique, il faut au moins tout ça pour rattraper. Le logo CM glisse dans les jambages du M une maison et un genre d'arbre stylisé. On a même un slogan (une baseline en langage de com'): «Champ de manœuvre, habiter un quartier nature». Ça fait mieux qu'«habiter à l'ombre de la taule». On situe bien la manœuvre. ■

Marc Ettingue



La concierge? on aurait du l'abandonner un été sur une aire d'autoroute, les Brodu ont fait ça l'an dernier. Ils en étaient très contents, semble-t-il.

Rester groupier

Centrisme en bande

Lu dans le journal municipal de Saint-Nazaire, page d'expression des groupes politiques du conseil municipal: «Saint-Nazaire centre-droit» liste ses propositions pour attractiviser le centre-ville: «Entrée de Saint-Nazaire: quatre bandes ou trois en alternance pour les voitures. Recentrer les commerces. Bars de plage». Bon alors quoi? C'est quatre ou c'est trois? Et pourquoi ne pas relocaliser la plage au centre-droit-ville? ■

une destinée nantaise

Flashback ensemble sur l'enfance de Johanna

Autant le dire : le cycle de conférences dans les bas-quartiers aura été un fracàs retentissant

le thème, peut-être...

pourrait ça me paraissait très attractif

« Johanna Rolland, une histoire en rose »

on aurait du changer la couleur...

en tant que pionniers de la communication, cet insuccès nous interpelle.

on tient peut-être la preuve de l'incommunicabilité entre les êtres

elle est joufflue, vous pouvez pas savoir à quel point

elle nous dit tout le temps qu'elle étouffe

grave trop!

ça pourrait venir de son surjoufflement

C'est le besoin de grands espaces

les chevauchées sauvages

Vers l'infinitude de la rue de Solferino

Si vous m'inscrivez pas au programme "Best people, best results", je me fais embaucher comme dir'cab dans une startup d'éboueur mitterrandien porno soft

je le ferai je le ferai

je le dis en clarté!

Scrogneugneu

quand on pense qu'on aurait pu l'abandonner dans un bois d'une aire d'auto route départementale désafféedee...

recueillie par une famille de hanneçons, elle aurait appris à voler de ses propres ailes

boureaux d'enfants

plus mou le genou, ont'a dit!

À DEUX ANS, JOHANNA FAIT UNE CRÏSE D'ADOLESCENCE PRÏCOCE

j'veux pas PIF le chien en noir et blanc

je veux les œuvres complètes de Tony Blair en technicolor remasterisé

et Rastignac pour les Nuls, en poche

c'est quoi, cette quête d'absolu?

Bullshit

c'est une petite peronnelle

elle fait rien qu'à faire exprès pour qu'on raconte sa vie en BD, un jour

Une prétentieuse oui!

et surjoufflue, encore en plus

Si tu continues comme ça, tout le monde se moquera de toi, na!

oh la langue de bois!

oh la langue de bois...

ok j'ai compris

je vais faire é boueuse, entre une tendance Georges Frèche post-mortem et la geste Straus-Kahnienne version féministe sociale-libérale

ou alors bienfaitrice de l'humanité

canément

eh non ... c'est trop communiste

mais c'est n'importe quoi!

et si on rencontre des ennemis très acharnés, tapis dans des cabanes, armés de poireaux aiguisés?

on les bombarde avec des invendus de la biographie de Jean-Marie Ayrault sans sommation!

wow! elle ira loin

Dieu et Dieu font neuf

Le bon dieu verse dans l'occultisme. La technique sulfureuse de l'ennéagramme a portes ouvertes au centre de formation de l'évêché.

Au centre spirituel diocésain des Naudières, l'évêché s'ouvre aux tripatouilleurs de l'âme. Ancien petit séminaire des Pères des missions africaines, le site des Naudières a été récupéré en 1976 par le diocèse qui en a fait un centre de retraites et de formations béni-tières. Mais pas que. Au sein d'un parc de quatre hectares, Les Naudières proposent seize salles de réunion, une chapelle et trois oratoires, de quoi loger 130 personnes, et en nourrir 240. Un business. Aux Naudières, sous l'égide de l'évêché, il se passe parfois des trucs pas catholiques. Le livre d'or du site en garde la trace. Passe encore sur l'accueil de l'institut du yoga Loire-Océan qui prétend – sur son site – maîtriser la « science de l'allongement de la vie », ou l'Institut hildegardiennien qui mêle réflexologie plantaire et cures à base d'élixirs et d'épeautre non hybridé. Glissons sur les coaches pratiquant la PNL, programmation neurolinguistique, ou le bouddhiste new age, version « pleine conscience » avec un zeste de MBSR, *Mindfulness based stress reduction* que le rapport de la Miviludes de 2008 considère comme une « théorie improbable », appuyée sur des « études indigentes » et que le rapport de 2012 dit appartenir aux « pseudo-thérapies s'appuyant sur une approche psychologisante [...] la pratique thérapeutique devient sectaire lorsqu'elle essaie de faire adhérer le patient à une croyance, à un nouveau mode de pensée ».

Un, Dieu, Troie, soleil !

Les cathos pure laine ont le sens du commerce et de l'opportunité, même si ces pratiques incon-

trôlées viennent chasser sur leurs terres. Accueillir une société de formation en coaching solaire, hypnose, sophrologie ou PNL, c'est bon pour le chiffre d'affaires. Même s'il ne faut pas être trop regardant pour ouvrir ses portes à une association comme « Nature et médecine » se réclamant de l'anthroposophie de Rudolf Steiner (pseudo science considérant que chacun a un « corps astral », un « corps éther » – selon sa propre terminologie –, et un corps physique qu'il faut transformer en purs esprits). En 1999, le rapport parlementaire français sur les sectes et l'argent avait épinglé l'anthroposophie, tout comme la secte Soka Gakkai * pareillement vantée comme référence par le centre des Naudières sur son livre d'or. Mais il paraît que depuis ces récurrentes accusations de dérives sectaires, la Soka Gakkai s'est amendée. Le montant des amendes reste la grande inconnue.

Un coin du parc des Naudières héberge les préfabriqués de l'antenne nantaise du CNFETP, centre national de formation de l'enseignement privé, qui a l'air de puiser son inspiration moins dans le Nouveau testament que dans la programmation neuro-linguistique et l'ennéagramme**. Même cuisine ésotérique au programme aux Naudières ouvert à tout le monde et le saint esprit : formations à l'inévitable ennéagramme décidément très en vogue, coachée par Pierre Angotti, un « initié » (c'est lui qui le dit) à cette technique, mais qui a aussi un cabinet privé de consul-

ting à Compiègne. Repris des soufis au début du xx^e siècle par un ésotériste russe, George Gurdjieff, à la recherche de la pierre philosophale, l'étoile à neuf pointes est censée pointer les blessures d'enfances enfouies, voire carrément intra-utérines... Ces révélations de vieilles plaies prétendent déceler des traits de personnalités forcément occultés, générant des « évitements compulsifs », à partir de quoi doivent se tracer des « chemins de guérison » pouvant aller jusqu'à préconiser des ruptures familiales. L'ennéagramme ? « Un emblème de New Age et un cheval de Troie dans les séminaires catholiques et dans les communautés pastorales protestantes (neuf types de tentations, neuf types de rédemptions). Il revient en Europe dans des communautés non averties des origines ésotériques de cette théorie qui ne repose bien entendu sur aucune base scientifique ou théologie traditionnelle », prévient le site Pre-ventsectes.com.

En 2003, le Conseil pontifical pour la culture et le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux avaient pourtant mis en garde contre l'ennéagramme qui utilisé « comme instrument de croissance spirituelle, introduit une ambiguïté dans la doctrine et la pratique de la foi chrétienne ». Depuis, il semble que ces défiances ait été oubliées. Faites entrer l'étoile à neuf piques ! Et God bless la concurrence. ■

Charles Attant

** « L'étoile à neuf branches au catalogue », *Lulu* n°76, mai 2012

Les sauteurs de conscience

Prêt à sauter ? Hop ! Et 6200 euros quantiques à refiler aux guides de ce drôle de voyage à Nantes.

PRÉSENTÉ sur le site officiel municipal nantes.fr, le congrès du 4 octobre dernier à la Manu s'appelait « Conscience et/ou cerveau. Physique quantique et philosophie intégrale pour un nouveau paradigme ». Tout simplement. L'invitation émanant d'un groupe Cervis-Atlantique qui travaille sur le cortex avec un kit hétéroclite, de la « pensée psycho-magique » au décodage biologique, du « voyage symbolique en état modifié de conscience » à l'ennéagramme en passant par le chamanisme et Freud. Les séances ont lieu dans un château près de Niort. Ça coûte 320 euros par module et, en deux ans, il y en a vingt pour parvenir à la « rencontre avec la splendeur » en soi, ce qui fait la splendeur – qu'on a déjà en soi, donc – à 6200 euros.

Pour le colloque, c'est moins cher : 80 euros par tête de pipe. Le psycho-philo-astrologue Frederic Baudain y a parlé* des trucs qui lient cerveau et âme, en direct. Autre régionale de l'étape, Nicole Confais, psychiatre et psychologue, a présenté sa marotte, la « vision intégrale » nécessitant, un « saut quantique de conscience ». Avec ou sans élan, on ne sait pas. La physique quantique moulinée à la sauce new age, c'est une tendance qui a démarré aux États-Unis en 1970, établissant des parallèles fumeux entre les prin-

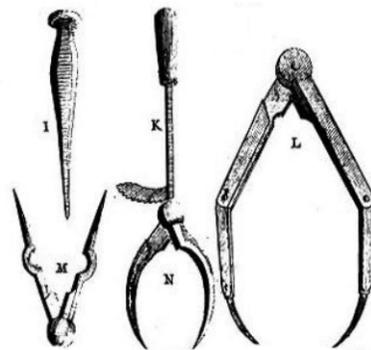
cipes de la physique quantique et des mysticismes orientaux, forgeant par exemple des théories de guérison psychosomatique imaginant le renversement du processus de vieillissement, voire l'immortalité par l'adoption d'une « vision quantique du monde »... Il suffit de se réclamer de la physique quantique qui fait très sérieux pour avancer des élucubrations et leur donner un vernis scientifique.

Spécialiste de l'« intelligence extra terrestre », l'Italien Massimo Teodorani a causé* « du rôle du cerveau humain dont le système neuronal semble le reflet individuel de cette conscience cosmique ».

Il y avait un peu de monde*. Ça doit être ça, avoir le sens du cosmique trouper. ■

Charles Attant

* Enfin, sans doute : en fait, *Lulu* n'y était pas, ce jour-là, y avait coaching apéro avec des chips paradigmatiques et des olives de pleine conscience.



Neuf piques

Ça soufi comme ça

Mixé à d'autres pratiques pas très balisées, l'ennéagramme plante ses neuf piques en terre nantaise.

DANS la région nantaise, la formation via l'ennéagramme « séculaire », « millénaire » comme processus de transformation et de détection de traumatismes bien cachés en soi, est dispensée non seulement aux Naudières dans la sphère du public cible catho, mais aussi par divers psychothérapeutes pratiquant l'étoile à neuf piques. Parmi celles et ceux qui s'en réclament et panachent avec d'autres thérapies gri gri, on trouve Murielle Coleman, qui mêle allègrement d'autres techniques « PNL humaniste, hypnose ericksonnienne, thérapie narrative » avec un brin de l'enseignement soufi appris auprès d'un certain maître Pir Vilayat Inayat Khan qui n'est pas mort en 2004, il a alors « juste quitté son corps » (sic). Ennéagramme encore au programme dans des officines diverses comme Hexafor à Orvault qui « explore l'absent mais implicite », Regard 9 à Orvault, qui drague les entreprises du BTP, de l'agro alimentaire, de l'hôtellerie. La gestion du stress est un vrai marché. Pas bête, on

génère du stress, et ensuite on le gère. C'est bon pour la croissance. Chez Active Training, à Carquefou, la formation de deux jours est à 1000 euros, déjeuner compris. Mais si on pleure sur un hiatus personnel intra-utérin et que ça coupe l'appétit, on est remboursé ? Impossible voyons, la formation est garantie avec plaisir car « Au niveau cognitif, le plaisir favorise l'émergence de neurotransmetteurs du type dopamine ou sérotonine qui sont de véritables lubrificateurs de matière grise. Grâce au plaisir, les messages passent dix fois mieux, le temps passe plus vite et les participants repartent avec plus d'énergie et donc de motivation pour changer leur pratique ». Sans parler des week-ends temporaires vendus par des marchands de piques et démarcheurs de l'âme qui n'ont pas de base localement, mais louent des salles et font leur pub dans les librairies ésotériques et les supermarchés bio. L'étoile qui pique est bien plus juteuse que la farine d'épeautre. D'ailleurs la farine, c'est pas juteux, c'est de la poudre. ■



Les vieux sont tombés sur la tête

Alertez- les bébés ! Un centre sur la littérature jeunesse quasi fermé, dans la plus grande discrétion.

ENCORE un coup des vieux, voire d'une alliance avec la mouvance floue des non-jeunes. Sans faire de bruit, soigneusement, la bibliothèque centrale de Nantes a escamoté cet été un de ses joyaux. Peu connu du grand public mais pourtant unique dans le Grand ouest, le centre Bermond-Boquié, spécialisé dans la littérature Jeunesse, porte le nom de ses deux donateurs, deux critiques littéraires de *France Culture*, Monique Bermond et Roger Boquié qui ont refilé à Nantes les 24000 livres et albums pour enfants qu'ils ont reçus des éditeurs et commentés pendant leurs trente ans de service à l'antenne de la radio publique. Ce fonds et centre de ressources a poursuivi le travail entrepris, s'est régulièrement enrichi de livres rares, anciens, a un programme de conférences et d'expositions. Il dispose aujourd'hui du double de livres de l'origine, sans compter plus de 3000 ouvrages de référence, et des revues spécialisées. Une mine pour les chercheurs, les étudiants, les enseignants et autres bibliothécaires. Mais voilà : ça ne

cadre pas avec les exigences des dirigeants des médiathèques qui veulent des résultats chiffrés, de l'impact, du visible, du mesurable. Et le temps est à la polyvalence des agents de bibliothèque, sommés de passer d'un rayon à un autre, sans spécialité, ce qui permet un effectif plus réduit et « tournable » selon les besoins et absences. Ils sont tenus de se limiter à la gestion des flux, sans connaître leur fonds. Ce que beaucoup vivent mal. Se limiter à la logistique des enregistrements et des retours, ce n'est pas le métier qu'ils ont choisi. Le conseil avisé, de vive voix, au service des usagers, devient accessoire. Perte de temps. Limite archaïque. L'informatique doit y pourvoir. Jusqu'en juillet, le centre Bermond-Boquié, dit « CBB », disposait d'un magasin, et d'une salle publique de cent mètres carrés, dédiée à la consultation, l'accueil d'étudiants et les recherches, jouxtant l'espace jeunesse grand public. C'est fini tout ça. Un déménagement prévu en septembre a finalement été avancé à juillet, et hop là, tout a dégagé des rayons, la salle étant désor-



mais vouée à des formations. « Des déformations », grincent certains râleurs. *Le Petit Prince* au piquet, Martine à la casse, Caroline et ses amis à la cave. Comme la donation des deux chroniqueurs radio était assortie d'une obligation de maintenir un accès public à ce fonds exceptionnel, il a bien fallu garder le strict minimum, soit quatre modestes étagères perdues dans l'espace dévolu à histoire locale, en remplacement

des 100m² précédents. Et il est désormais impossible d'emprunter des bouquins traitant de la littérature jeunesse. Consultation sur place, rien de plus. Le CBB n'a pas, sur le papier, disparu, mais il s'est réduit à une portion congrue. Mais on aurait tort de se faire du mouron. Comme dirait le *Petit Prince*: s'il vous plaît, dessine-moi un mouron. ■

Antoine Dèquezu-Péri

On touche les fonds

Montoir-Gijón : l'autoroute de l'amer

Quatre ans de ronds dans l'eau et puis s'en vont. Ainsi font font font, les petites camionnettes, les baignolettes et les poids-lourdingues.

APRÈS quatre années flot-tantes, la liaison maritime régulière entre Montoir-de-Bretagne et Gijón a été suspendue. Et les lignes Gijón-Montoir-Ross-lare, en Irlande, lancées en début d'année, ainsi que deux autres lignes Espagne-Irlande sont en train de sombrer. LD Lines, filiale du groupe de l'armateur Louis Dreyfus qui exploite la ligne, a mis fin aux traversées fin septembre, en espérant une bouée de sauvetage des États français et espagnol, et de Marco Polo, programme européen finançant des alternatives au transport routier. Au placard donc les deux navires rouliers, et gros pschiit pour les 34 millions d'euros d'argent public investis dans cette « autoroute de la mer » mal nommée (ouverte que trois jours par semaine, censée désengorger le trafic routier. Oubliée, la promesse claironnée à l'inauguration d'une liaison « plus rapide, plus écologique et moins chère » que le bon vieux bitume. Argument principal de l'armateur : pas rentable par rapport à la route, et pas les reins assez solides face aux autres concurrents navigants, comme la Brittany Ferries, qui multiplie les ponts entre le Royaume-Uni et la péninsule ibérique. Malgré un taux de remplissage de 72 %, Antoine Person, secrétaire général de LD Lines, affirme « perdre six millions d'euros par an rien que sur la ligne Montoir-Gijón ». Du fric foutu en l'air, ou à l'eau. Pourtant « l'avantage est réel pour

les trajets supérieurs à 1000 km, sur lesquels il faut loger et nourrir les chauffeurs » de poids-lourds, disait en début d'année Christophe Santoni, le directeur commercial de la société. Cet argument économique et « l'exemplarité écologique » prônés par les élus locaux n'ont pas pesé bien lourd. Accessoirement, le cumul annuel des salaires des joueurs du club de foot de Marseille, propriété de madame Louis-Dreyfus, tourne autour des 34 millions d'euros, autant que ce qu'a touché LD lines depuis 2010 pour ces ronds dans l'eau. Au jeu toujours un peu cruel de « combien ça coûte ? », un aller simple à 317 euros (tarif été 2014) pour deux personnes et leur tuture bénéficiait de 135 euros de subvention. D'après l'armateur, malgré 50000 passagers en 2013, 20000 camions et 45000 voitures, la ligne n'est pas rentable sans subventions, sauf à en augmenter le tarif de 60 %. La compagnie Suardiaz Atlantica envisage pourtant de lancer une ligne Vigo-Montoir pour la fin de l'année... et attend de voir quelles subventions on lui propose. Sinon, on se demande à quoi servirait le poste 4 du terminal roulier réalisé en 2009 et d'un coût de 16 millions d'euros financé notamment par l'Europe et les collectivités. On pourrait toujours jumeler cette ligne avec un autre ? La ligne Maginot, par exemple. ■

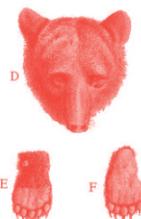
Donald Dock



Renifle ton siège Tous à poil au burlingue

Le tram, le bus, c'est du quotidien. Et faut que les gens s'expriment. La Tan encourage donc d'étaler ses « humeurs ». Grâce au site internet meshumeurstan.fr, les transports en commun vous transportent dans un univers inoubliable. Exemple avec un dénommé jylx qui explique son humeur : « Je ne veux pas savoir sur quoi je m'assois mais mon siège sent le pipi ». Réponse d'un conducteur de la Tan : « Il est fort probable que c'en était. On compte plus les gens à l'hygiène + que douteuse qui squate les sièges. Je plaint les gens qui s'habille pour aller au bureau » (Sic, sic et re sic) Moralité, il n'est pas besoin d'un CAP d'orthographe pour conduire un bus, et le bon conseil, c'est d'aller au bureau à poil. ■

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Anis Mauresque, Sophie Nasri, Fred Crayon, Jules de chez Smith, Nicolas de La Casinière, Huggy Lébon, Jovial Bovial, l'Inspecteur Badget, Pich, Thomas Gochi. Directeur de publication : Nicolas de la Casinière. N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321 *La Lettre à Lulu* (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lettre à Leuleu. Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Goubault, 8 rue de Thessalie, 44240 Chapelle sur Erdre.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, redistribués, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :
 Prénom :
 Adresse :

 email :

chèque à l'ordre de
 La Lettre à Leuleu
 11 rue des Olivettes
 44000 Nantes

LATULULULU?

Bizarre

Ouest-France, 20 mai 2014
 Titre de faits-divers : « Muni de couteaux, il menace des écoliers. » Et plus précisément : « Un homme ivre, au comportement bizarre, a menacé des élèves d'une maternelle. » C'est quand même un comble, ce déferlement de moralisme ! Si on ne peut plus lancer gentiment la moindre menace de mort amicale sur des mômes sans se faire traiter de bizarre, qu'est ce que ces gniards auront à raconter d'intéressant quand leurs parents leur demanderont : « Alors bébé a passé une bonne journée ? » ■

Foutaise

Ouest-France, 3 septembre 2014
 Le curé de La Bernerie-en-Retz prend sa retraite. Et alors, quels souvenirs il garde ? : « Beaucoup de rencontres avec les gens ; les visages, les cœurs... ; le reste, c'est de la foutaise ». Oh ! Un gros mot qu'il n'emportera pas au paradis, le bougre. ■

Tu sens le pied-ballon

Ouest-France, 15 octobre 2014
 Un type a créé une eau de parfum « aux senteurs de football ». Décrit par son créateur comme « endurant et, sans être trop envahissant » ce parfum nommé « Dribble » est vendu 39€ le flacon de 100 ml, soit 390€ le litre d'odeur de vestiaire et de dessous des bras. Ce parfumeur d'un seul produit dévoile sa stratégie marketing : « Le football, ça n'a jamais vraiment été fait ». C'est vrai, le lisier de porc non plus. ■

Va donc, eh, turpide !

Ouest-France, 1^{er} octobre 2014
 Benjamin Morival, le nouveau maire de droite du Pellerin sait marier les amabilités. Pour récupérer le local qui hébergeait la librairie associative Le Bouq Café, il s'est fendu d'une bafouille avenante : « Votre courrier laisse penser que nous serions responsables, du fait que vous n'avez pas pris les dispositions nécessaires. Or, nul ne peut se prévaloir de ses propres turpitudes... ». Une turpitude étant selon Larousse une « laideur morale », une « infamie », une « ignominie qui résulte d'un comportement honteux », on se demande ce qu'elle pourrait avoir de propre. C'est une basse atteinte au droits de l'ignome et du citoyen. ■